



CONGRÈS DES CITOYENS LIBRES

Patrie – Dignité - Progrès

COMMUNIQUÉ : LE CONGRÈS DES CITOYENS LIBRES N’A AUCUN CANDIDAT AUX ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 27 SEPTEMBRE 2025

Chers compatriotes :

Il m’échoit de vous livrer ce communiqué, ainsi qu’il suit :

Le Congrès des Citoyens Libres (CCL) tient à réitérer non seulement à ses militants et sympathisants, mais aussi au peuple gabonais son idéologie anti-élections et, à ce titre, rappelle qu’il n’a présenté et ne présentera aucun candidat aux élections législatives du 27 septembre 2025.

A titre d’information, le Directoire du Congrès des Citoyens Libres a tenu, le samedi 2 août 2025, une dernière réunion spécialement dédiée au sujet des élections législatives. Au cours de cette réunion, personne n’a officiellement soumis sa candidature ni exprimé quelque désir de candidature que ce soit, et encore moins présenté au mouvement quelque plan ou budget de campagne que ce soit attestant des besoins ou de la source du financement de sa campagne. La réunion a plutôt tendu vers un rejet de l’élection et il a été collégalement décidé de plutôt orienter nos énergies et ressources vers d’autres types d’activités, à l’instar du projet de Gouvernement de Salut National en exil dans lequel nous sommes collégalement engagés aujourd’hui avec d’autres compatriotes de la diaspora gabonaise, conformément à notre idéologie de libération nationale.

C’est le lieu de rappeler ici que les principes de démocratie interne propres à un mouvement comme le nôtre appellent à une discipline de groupe qui aurait exigé que si, par exemple, le mouvement avait décidé de se lancer dans ces élections, ou s’il y a avait eu des propositions de candidature officiellement soumises au mouvement par des candidats ou des candidates souhaitant se présenter, l’on ouvre le droit de candidature à tous les militants et militantes du mouvement aux fins d’éviter des frustrations.

Ainsi, si des discussions internes conformes à notre idéologie avaient tendu vers une participation aux élections, le mouvement aurait naturellement ouvert la voie de la candidature à tous ses militants à même de candidater, et des primaires auraient été organisées aux fins de déterminer les personnes devant aller défendre nos couleurs. Et s’il n’y avait que des candidats uniques aux divers sièges et circonscriptions, ces candidats auraient été retenus, officiellement. Nous n’avons même pas eu besoin de débattre de tout cela au vu de l’absence dans la diaspora comme au Gabon de candidatures formellement ou officiellement exprimées ou soumises lors de cette réunion portant, une dernière fois, sur le sujet.

A ce titre, le Congrès des Citoyens Libres ne soutient et ne soutiendra aucun candidat aux élections législatives d’Oligui Nguema, ni de près ni de loin. Bien au contraire, et conformément à notre idéologie, nous militerons comme par le passé pour un blocage de cette élection.

A titre de rappel, le Congrès des Citoyens Libres, en tant que mouvement héritier de l'idéologie révolutionnaire du mouvement Bongo Doit Partir (BDP), ne cautionne et n'a jamais cautionné la tenue des élections au Gabon, ni sous les Bongo ni sous Oligui Nguema. Comme le mouvement Bongo Doit Partir hier, le Congrès des Citoyens Libres est pour une stratégie du blocage et du blocus, et donc contre la tenue de toute nouvelle élection au Gabon tant qu'il n'y aura eu de réformes démocratisantes dignes de ce nom ouvrant la participation à TOUTES les élections à TOUS les Gabonais, qu'ils vivent sur le terrain au Gabon ou dans la diaspora. Nous ne cautionnerons jamais le principe d'une citoyenneté à deux vitesses.

A ce titre, le Congrès des Citoyens Libres pense que le Gabon ne changera ni par des élections perdues d'avance ni par la bonne volonté des dictateurs que nous combattons depuis 1998. Le Congrès des Citoyens Libres continue de tenir pour vérité absolue que le Gabon ne changera que par la force démocratique de la rue et que la seule voie de la libération nationale passera obligatoirement par l'évincement du régime au pouvoir par la force démocratique de la rue.

Nous rejetons ainsi toute théorie politique qui soutiendrait que l'on peut changer les choses de l'intérieur en allant s'enquiquiner avec le régime de dictature que l'on dit combattre. Il n'existe au Gabon aucune preuve qu'une personne ayant participé à des élections pipées ait un jour changé le pays ni maintenu intacts ses convictions.

Ce type de participations a eu tendance, plutôt, à trahir des envies de mangeoire de la part de personnes ayant raté leurs vies professionnelles et qui, dès lors, voient la politique comme leur seule voie d'accomplissement personnel, comme l'ont fait de par le passé des gens sans assises professionnelles dignes de ce nom dans la diaspora, comme Laurence Ndong, Mays Mouissi et, dernièrement, la fameuse Zenaba Gninga Chaning, cette dernière devenue miraculeusement ministre de la mangeoire par l'effraction d'un positionnement électoraliste sans lendemain. Quelqu'un avec une assise professionnelle digne de ce nom ne va aller sacrifier ses convictions pour le salaire de misère d'un député au Gabon ou un poste de ministre où l'on va servir de caution morale et politique à un cancre.

Le Congrès des Citoyens Libres s'oppose également avec véhémence à tout argument électoraliste qui voudrait justifier la participation à des élections perdues d'avance comme un engagement sincère pour la libération du Gabon. Nous nous activerons plutôt à discréditer des élections législatives qui n'ont pour objet que la consolidation de la dictature de Brice Clotaire Oligui Nguema. Le Congrès des Citoyens Libres ne se fera par conséquent aucunement complice des candidats à la mangeoire qui s'appêtent à aller, une fois de trop, crédibiliser et consolider le régime de dictat en contribuant à l'illusion de démocratie que le régime au pouvoir veut donner.

La réalité du Gabon est que nous avons maintes fois vu des gens nommés ou élus au parlement des dictateurs faire semblant de gueuler au sein de l'Assemblée nationale sans que cela n'ait jamais changé quoique ce soit dans notre pays, en dehors de contribuer à l'illusion de démocratie au Gabon et manger. Bien au contraire, tous ceux qui se sont livrés à ce type de manèges ont fini à la mangeoire, et sont tous devenus complices de la meurtrissure de notre pays, à l'instar du fameux Akoure Davin. Nous préférons combattre de l'extérieur et n'entrerons jamais, de près ou de loin, dans la mangeoire. Nous laissons la mangeoire aux affamés.

Cela dit, les principes républicains que nous défendons et avons toujours défendus dictent que dans toute société libre, la citoyenneté est libre et, donc, chacun et chacune d'entre nous est libre de jouir de sa capacité à participer aux élections ou à voter comme bon leur semble. Ce droit étant

absolu, chacun en fera usage selon que le lui dicteront ses propres convictions, ses propres valeurs et sa propre moralité. Notre moralité et nos valeurs à nous, au CCL, nous interdisent de nous associer ou nous mêler, de près ou de loin, aux accointances incestueuses qui mènent aux mangeoires des régimes que nous combattons depuis la création du mouvement Bongo Doit Partir en 1998.

Le Congrès des Citoyens Libres continuera donc de façon imperturbable et déterminée son combat pour la fin du système Bongo-PDG-Oligui-CTRI-UDB qui s'entête à tenir en otage la destinée de notre République. A ce titre, nous continuerons de militer pour le blocage et, donc, le principe qui voudrait qu'aucune élection ne puisse plus se tenir au Gabon avec Oligui Nguema et le système Bongo-PDG-Oligui-CTRI-UDB toujours au pouvoir.

Je vous remercie.

Fait le 27 août 2025 à Montclair, États-Unis d'Amérique



Pr Daniel Mengara
Congrès des Citoyens Libres (CCL)
<https://congrescitoyen.org>